

Sommet de l'IA à Genève: un but irréaliste?

PERSPECTIVES La diplomatie suisse est parvenue à décrocher l'organisation de cet événement majeur pour 2027. L'édition actuelle, qui se termine en Inde, est truffée de déclarations contradictoires. Plusieurs experts expriment leurs attentes pour la suivante

ANOUCHE SEYDTAGHIA

C'est une victoire importante pour la Suisse, et pour Genève en particulier: lors du premier semestre 2027, la Cité de Calvin accueillera le sommet mondial sur l'intelligence artificielle (IA). Si la nouvelle était pressentie depuis quelque temps, elle a été confirmée ce jeudi par Guy Parmelin. Le président de la Confédération participait à l'édition 2026 de ce sommet à New Delhi. Avant la capitale indienne, Bletchley Park (Royaume-Uni) avait accueilli l'événement en 2023, puis Séoul en 2014 et enfin Paris en 2025. C'est le rendez-vous majeur, au niveau mondial, pour parler des opportunités et des risques de l'intelligence artificielle.

Et à New Delhi, tous les géants du secteur étaient présents. Sam Altman (directeur d'OpenAI), Sundar Pichai (Google), Dario Amodei (Anthropic), Brad Smith (président de Microsoft) ou encore Demis Hassabis (Google DeepMind). Une brochette de stars, et de nombreuses déclarations chocs. Le monde a un besoin «urgent» de «régulation ou de protections comme pour n'importe quelle autre technologie d'une telle puissance», a affirmé Sam Altman. L'avenir de l'IA ne peut être laissé «aux caprices de quelques milliardaires», a répliqué Antonio Guterres, secrétaire général de l'ONU, ajoutant que «nous fonçons dans l'inconnu. L'innovation liée à l'IA avance à la vitesse de la lumière et dépasse notre capacité collective à la comprendre et encore plus à la gouverner.»

Rejet américain catégorique

Un cadre planétaire pour l'IA? Surtout pas, pour les États-Unis. «Nous rejetons totalement la gouvernance mondiale de l'IA», a déclaré Michael Kratsios, conseiller de la Maison-Blanche aux sciences et technologies. «Les obsessions idéologiques axées sur les risques, comme le climat ou l'équité, sont des prétextes à une gestion bureaucratique et à la centralisation», a-t-il ajouté.

Avec de telles divergences de vues, voire des propos parfois hypocrites tenus par les géants de l'IA, ce type de sommet sert-il à quelque chose? «Dans le monde scientifique, les grandes confé-



Tous les géants du secteur étaient présents au sommet de New Delhi, qui a connu son lot de déclarations chocs. (17 FÉVRIER 2026/ARUN SANKAR/AFP)

rences internationales jouent un rôle essentiel depuis plusieurs années. C'est particulièrement vrai dans le domaine de l'IA, avec l'événement NeurIPS, par exemple. Nous avons proposé à la Confédération de soutenir l'organisation de cette conférence, car nous pensons justement que des événements plus larges, comme le sommet sur l'IA, peuvent utiliser à bon escient l'expertise et l'expérience des scientifiques», estime Marcel Salathé. Pour le professeur à l'EPFL et codirecteur de l'AI Center, «ces sommets réunissent de multiples acteurs jouant un rôle dans la manière dont l'IA est développée, appliquée, régulée et perçue. Ils permettent de mettre en avant les opportunités et défis majeurs que présente l'intégration de l'IA à notre quotidien et d'avoir une discussion large incluant politiciens, acteurs de l'industrie, scientifiques et grand public.»

«De tels événements peuvent utiliser à bon escient l'expertise et l'expérience des scientifiques»

MARCEL SALATHÉ, PROFESSEUR À L'EPFL ET CODIRECTEUR DE L'AI CENTER

Directeur de Swico, la faitière du monde numérique en Suisse, Jon Fanzun salue d'abord «un succès majeur des autorités suisses». Selon lui, «il ne s'agira pas seulement, pour notre pays, de se présenter comme super vitrine de l'innovation. Nous pourrions aussi montrer qu'avec une régulation légère, la Suisse

est parvenue à être un hub mondial de l'IA. Nous avons pu créer un écosystème solide, fait de start-up et de géants de la tech, grâce à des interventions minimales de l'Etat.» Pour Jon Fanzun, c'est cette recette à succès que la Suisse devra montrer: «Notre secteur est peu régulé, et c'est très bien ainsi. Je suis favorable à l'autorégulation, mais aussi à des mesures concrètes et applicables, pas de grands discours. Si nous pouvons mettre cela en avant à Genève en 2027, ce sera une très bonne chose.»

La question de l'intérêt général

Les priorités sont bien différentes du point de vue d'AlgorithmWatch, qui défend un point de vue éthique. «Le sommet sur l'IA à Genève, ancré dans la riche tradition suisse en matière de droits humains et de droit inter-

national humanitaire, offre l'occasion de montrer à quel point il est important de s'orienter vers les droits humains et la justice dans le domaine de l'IA», affirme Estelle Pannatier, responsable des questions politiques à AlgorithmWatch. Mais pour cela, il faudra faire mieux que par le passé, selon elle: «Les éditions précédentes ont certes mis en lumière des thèmes importants et réuni des acteurs, mais les résultats promis se sont souvent fait attendre. Elles ont montré à quel point de tels événements peuvent devenir une plateforme pour le marketing pour les géants de la tech et la hype autour de l'IA.»

Estelle Pannatier souhaite ainsi que «le futur sommet se consacre de manière cohérente à la question de savoir comment l'IA peut être utilisée dans l'intérêt général. A une époque où la gouver-

nance mondiale en la matière est plus urgente que jamais, nous espérons que la Suisse saisira cette occasion pour mener une discussion constructive et axée sur les résultats.»

Ayisha Piotti participait, elle, justement au sommet de New Delhi. Elle est fondatrice de RegHorizon, un groupe de réflexion suisse, et directrice du Sommet sur la politique en matière d'IA à l'EPFZ. Selon elle, «bien que ces rassemblements mondiaux aient toujours une dimension politique, le prochain sommet en Suisse est une occasion importante qui va au-delà des simples bonnes intentions. Il s'agit d'une plateforme permettant de placer la Suisse sur la carte mondiale de l'IA en mettant en avant nos principaux atouts: excellence technique, innovation et ouverture.»

Déclaration retardée

Selon Ayisha Piotti, «contrairement à d'autres nations qui pourraient utiliser ces événements pour faire avancer des agendas politiques spécifiques, la Suisse peut se concentrer sur sa contribution à la société mondiale en mettant en place des systèmes fiables et neutres qui donnent la priorité aux besoins des individus».

Tout cela restera à prouver dans un an. Vendredi après-midi, les nouvelles n'étaient pas très rassurantes du côté de New Delhi. La déclaration commune sur une régulation mondiale de l'IA, qui devait être publiée vendredi, ne le sera a priori que ce samedi. Le temps, selon un ministre indien, de maximiser le nombre de signatures. ■